



attac

Pour des Etats Généraux de l'assurance-maladie

Samedi 24 avril 2004

De 9h à 18h

6, rue Albert Lapparent

75007 Paris

Métro Ségur

Envers et contre tout, le gouvernement affirme sa volonté d'imposer ce qu'il appelle une "réforme" de l'Assurance Maladie.

Sous couvert de "réforme" il s'agit en fait de remettre en cause l'accès aux soins pour tous, accès permis par l'assurance maladie créée en 1945.

Avant la "Sécu", la majorité de la population devait se contenter de "l'assistance" ou de la charité, c'est à dire d'une "médecine du pauvre". Seuls ceux qui en avaient les moyens pouvaient bénéficier des meilleurs soins.

Attaquée depuis ses origine par le patronat, l'assurance maladie a dû subir sous les gouvernements successifs des attaques qui ont créé davantage d'inégalités, et obligé les assurés sociaux à se doter d'assurances complémentaires (mutuelles, assurances privées).

Le "ticket modérateur" sur les consultations médicales et les remboursements des médicaments, le "forfait hospitalier", aujourd'hui de 13 euros, la nécessité d'avancer les frais de certains soins, sont autant d'obstacles à un véritable droit aux soins.

Mais les projets en préparation vont beaucoup plus loin.

Selon le Medef et les libéraux qui nous gouvernent, il ne serait plus possible de conserver dans la France de 2004 ce qui a pu être réalisé dans le pays ruiné par la guerre de 1945 !

Le "trou de la Sécu" ?

L'offensive contre l'assurance-maladie est justifiée par le déficit de la sécurité sociale (le "trou de la Sécu") qui ne cesserait de se creuser (10 milliards en 2003, 15 prévus en 2004).

Qu'en est-il réellement ?

1- La part des salaires et des cotisations sociales a baissé d'environ 10 points dans le revenu national (PIB, richesse nationale produite en une année) ce qui correspond à plus de 150 milliards d'euros.

2- La sécurité sociale est privée par l'Etat de recettes qui lui sont dues. Selon la Cour des Comptes, 16 milliards de fonds collectés pour la Sécurité Sociale ne lui ont pas été versés.

Ils se détaillent ainsi :

- 2,7 milliards d'euros au titre des taxes sur l'alcool
- 8 milliards au titre du tabac
- 3 milliards de taxes sur l'automobile
- 2,4 milliards d'exonérations de cotisations sociales non compensées

Ce sont donc bien 16 milliards d'euros qui sont ainsi volés à la sécurité sociale !

3- La sécurité sociale est malade du chômage: 100 000 chômeurs de moins, c'est un milliard d'euros de plus pour la sécurité sociale. Ceci explique qu'une légère amélioration de la situation de l'emploi en 1999/2000 ait entraîné la disparition du déficit de la sécurité sociale.

4- La sécurité sociale est victime des exonérations de cotisations faites aux patrons au nom de créations d'emplois qui s'avèrent illusoire. Sur les 20 milliards d'euros d'exonérations de cotisations sociales patronales, une partie n'est pas compensée, ce qui pèse sur les recettes de l'assurance maladie.

L'association Attac rejette la dramatisation de la situation de l'assurance maladie faite par le Medef et le gouvernement dans des buts partisans.

Il n'y a là aucune fatalité, mais des choix qui doivent être clairement posés devant les assurés sociaux et les citoyens.

La santé doit-elle être une réelle priorité dans notre société ?

Quelle part des moyens de la société doit lui être consacrée ? Ce n'est pas à quelques "spécialistes" ou à un gouvernement légiférant par ordonnance, sans débat, d'y répondre.

En 20 ans la part des richesses produites par notre société reversée aux salariés sous forme de salaires et de cotisations sociales est passée de 70 à 60 % pendant que la part consacrée aux profits et notamment aux profits boursiers augmentait de 10%.

C'est donc bien l'utilisation des richesses créées qui est en cause !

Parallèlement aux décisions concernant l'assurance maladie, le gouvernement s'est engagé sous le nom de "Plan Hôpital 2007" dans une véritable privatisation du système de santé : mise en concurrence des hôpitaux publics et des cliniques privées, abandon au secteur hospitalier privé des parties les plus lucratives du système de soins, restructuration des hôpitaux publics et insuffisance criante de personnel et de moyens.



attac

Au moment où le gouvernement va annoncer ses décisions concernant l'assurance maladie, l'Association Attac appelle à des Etats généraux de l'assurance maladie ouverts à toutes les syndicats, mutuelles, associations de malades, de retraités, d'usagers, comités de défense de la Sécu, comités de défense des hôpitaux, associations de soins à domicile, associations liées à la dépendance, aux personnes âgées, etc.

Ces Etats généraux seront l'occasion de débattre des projets gouvernementaux et des alternatives à leur opposer :

- sur le terrain du financement : cotisations sociales, taxation des profits financiers.

- sur le terrain de la démocratie : nécessité d'une gestion démocratique et participative de l'assurance maladie; avec qui ? Comment ?

Les Etats généraux seront aussi un lieu où préparer la contre-offensive à la contre-réforme libérale.

Attac appelle toutes celles et tous ceux qui sont attachés à la défense essentielle de ce droit qu'est le droit à la santé à y participer.

Etats Généraux de l'assurance-maladie

Samedi 24 avril 2004

De 9h à 18h

6, rue Albert Lapparent

75007 Paris

Métro Ségur

CONTACTS :

Attac, 66-72, rue Marceau, 93100 Montreuil-sous-Bois
Tél. : 01-41-58-17-40 - Fax : 01-43-63-84-62
Courriel : secsante@attac.org

Pour rejoindre Attac :

66-72, rue Marceau, 93100 Montreuil-sous-Bois
Tél. : 01-41-58-17-40 - Fax : 01-43-63-84-62

Courriel : attacfr@attac.org - Internet : www.france.attac.org

